

Observatoire de l'Arctique

Bulletin mensuel

HERVÉ BAUDU – ÉMILIE CANOVA – MICHAEL DELAUNAY –
CAMILLE ESCUDE-JOFFRES – GUILLEMETTE DU MANOIR DE JUAYE –
TANGUY SANDRE – ALEXANDRE TAITHE (coord.) – JULIA TASSE –
JEAN-PAUL VANDERLINDEN – FLORIAN VIDAL – MAGALI VULLIERME

avec le soutien de la



SOMMAIRE

AMÉRIQUE DU NORD – GROENLAND/DANEMARK – ISLANDE	3
NORVÈGE – SUÈDE – FINLANDE – RUSSIE	4
INSTITUTIONS ARCTIQUES – RÉGULATIONS ENVIRONNEMENTALES – ENJEUX JURIDIQUES ..	5
ÉTATS OBSERVATEURS ET UNION EUROPÉENNE	6
TECHNOLOGIE – INDUSTRIE – CAPACITAIRE.....	7
TRAFIC MARITIME – SÉCURITÉ MARITIME.....	8

Contributeurs :

Coordination : Alexandre Taithe (FRS)

Bloc Amérique du Nord, Groenland/Danemark, Islande : Jean-Paul Vanderlinden (CEARC), Magali Vullierme (CEARC), Michael Delaunay (CEARC), Tanguy Sandré (CEARC)

Bloc Nordique et Russe : Norvège, Suède, Finlande, et Russie : Florian Vidal

Bloc Gouvernance et Institutions arctiques : Camille Escudé-Joffres (CERI), Émilie Canova (Université de Cambridge)

Bloc États Observateurs et UE : Alexandre Taithe (FRS), Guillemette du Manoir de Juaye (FRS)

Bloc Capacitaire/Technologique/Industriel : Alexandre Taithe (FRS), Guillemette du Manoir de Juaye (FRS)

Bloc Trafic maritime et Sécurité maritime : Hervé Baudu (ENSM)

Amérique du Nord – Groenland/Danemark – Islande

Au **Canada**, la ministre de la Défense Anita Anand a annoncé, début janvier 2023 que l'Aviation canadienne recevra ses quatre premiers avions F-35A Joint Strike Fighter (Lockheed Martin) en 2026, suivis de six en 2027 et six en 2028. Pour rappel, la commande totale s'élève à 88 F-35A Joint Strike Fighters pour 19 milliards de dollars canadiens (14 milliards de dollars américains) ([HighNorthNews](#), 10 janvier 2023). En parallèle, les problématiques de logement ([CBCNews](#), 23 janvier 2023 ; [CBCNews](#), 1^{er} février 2023), d'accès à l'eau potable ([EyeOnTheArctic](#), 1^{er} février 2023), de traitement des déchets ([EyeOnTheArctic](#), 27 janvier 2023 ; [EyeOnTheArctic](#), 31 janvier 2023) et de discussion sur le projet de loi fédérale sur les armes à feu ([EyeOnTheArctic](#), 25 janvier 2023 ; [EyeOnTheArctic](#), 26 janvier 2023) continuent d'occuper l'actualité.

Depuis les révélations de [DR](#) (6 mai 2022), les autorités **groenlandaises** tentent de faire la lumière sur la “spiralkampagnen”, une politique active de régulation de la population groenlandaise menée par les autorités danoises dans les années 1960-70. Par ailleurs, le Naalakkersuisut, le gouvernement national groenlandais, prépare un projet de constitution groenlandaise qui devrait être présenté en avril 2023, traçant les contours d'une potentielle indépendance groenlandaise ([Altinget](#), 31 janvier 2023), et a exposé sa première stratégie de recherche, arguant de la nécessité de mettre la recherche au Groenland au service du peuple groenlandais ([Naalakkersuisut](#), 9 janvier 2023). Dans les mois qui viennent sont aussi attendues la première stratégie groenlandaise en matière d'affaires étrangères, ainsi que la stratégie Arctique danoise ([Altinget](#), 19 janvier 2023). Pour rappel, en mars 2022, la nouvelle stratégie de politique étrangère et de sécurité danoise a fait de l'Arctique l'une de ses priorités, confirmant aussi que le Danemark se positionne pour une présence accrue de l'OTAN en Arctique, et une collaboration plus étroite avec les États-Unis ([Sermitsiaq](#), 12 février 2022). Pour finir, l'accord Canada-Danemark / Groenland de juin 2022 sur l'île Hans (Tartupaluk) vient solder le dernier conflit territorial lié à la souveraineté dans le cercle polaire arctique ([The Arctic Institute](#), 24 janvier 2023).

Les **États-Unis** continuent de mettre l'accent sur leur flanc Nord à plusieurs niveaux. Sur un plan doctrinal, plusieurs stratégies ont été publiées : avec la stratégie de sécurité nationale qui témoigne d'un intérêt inédit pour l'Arctique ([Arctic Today](#), 12 octobre 2022), la [stratégie arctique du ministère de l'Énergie](#), et enfin la nouvelle [Stratégie nationale pour l'Arctique de la Maison Blanche](#). En matière législative, la sénatrice Lisa Murkowski veut renforcer les capacités des armées pour leur donner les moyens d'assurer une présence permanente dans la région ([Arctic Today](#), 4 août 2022). Autre témoin de la montée de l'intérêt américain pour la région, l'ouverture du *Ted Stevens Center for Arctic Security Studies* en Alaska ([Arctic Today](#), 12 août 2022) ainsi que d'un nouveau bureau au sein du ministère de la Défense : the *Office of Arctic Strategy and Global Resilience* ([High North News](#), 4 octobre 2022). Ceci se traduit aussi diplomatiquement avec la nomination à venir du tout premier ambassadeur des États-Unis pour les régions arctique ([High North News](#), 30 août 2022). Sur le plan capacitaire, trois et non plus deux brise-glaces sont promis à la garde côtière américaine, la livraison du premier ayant été toutefois repoussée à 2027. Enfin en matière militaire, les exercices en milieu arctique se multiplient, comme récemment avec Northern Strike ([High North News](#), 1^{er} février 2023), la base de Thulé va bénéficier de nouveaux investissements ([High North News](#), 24 mai 2022) et enfin la 11th Airborne Division, une unité de grand froid, a été réactivée ([Military.com](#), 6 juin 2022).

Ces derniers mois, les pays nordiques dont **l'Islande** se sont réunis à plusieurs reprises pour discuter du nouveau contexte sécuritaire. Chacune de ces réunions a été l'occasion de (ré)affirmer leur soutien à la candidature à l'intégration dans l'OTAN de la Suède et de la Finlande et leur condamnation de l'invasion russe en Ukraine ([The Barents Observer](#), 10 juin 2022 ; [Gouvernement islandais](#), 6 juillet 2022). Ce soutien politique de l'Islande à l'Ukraine se traduit par l'envoi de fournitures humanitaires, de tenues d'hiver et de fonds ([Gouvernement islandais](#), 11 mai 2022 ; [Gouvernement islandais](#), 12 décembre 2022). Sur le plan militaire, l'Islande reste un hub pour les armées de l'OTAN et plus particulièrement pour l'US Air Force. L'armée de l'Air norvégienne y a également déployé des aéronefs pour assurer la sécurité de l'île au titre de l'OTAN en janvier et février 2023 ([High North News](#), 25 janvier 2023). Bien que cette aide militaire alliée soit nécessaire à la sécurité islandaise, une nouvelle présence militaire permanente sur l'île de forces alliées a été écartée. Enfin, il est question de possibles investissements supplémentaires pour l'aéroport de Keflavik qui sert de base aérienne aux forces de l'OTAN ([Iceland Review](#), 30 juin 2022).

Norvège – Suède – Finlande – Russie

Arctique russe : vers une stratégie de substitution ?

Depuis bientôt un an, la Russie est soumise à un imposant régime de sanctions (le pays est désormais le plus sanctionné au monde) qui affecte directement le programme de développement de l'Arctique russe. Ces derniers mois, Moscou a déclaré maintenir ses objectifs de développement en re-calibrant son orientation géoéconomique alors que les investisseurs occidentaux continuent à quitter la région polaire ([The Wall Street Journal](#), 8 juin 2022 ; [High North News](#), 25 octobre 2022 ; [thebarentsobserver](#), 28 janvier 2023). Pour briser son isolement international, le gouvernement russe s'attelle à défendre une ligne politique claire : poursuivre à tout prix le développement économique de la région. À ce titre, Moscou s'emploie à mettre en place des alternatives durables en nouant ou en renforçant des partenariats (Chine, Inde, Brésil, etc.) capables de se substituer aux anciens partenaires et clients occidentaux ([High North News](#), 17 octobre 2022 ; [Discours de M. Michouline, Premier ministre de la Fédération de Russie](#), 16 janvier 2023). Selon N. Khorrami et A. Raspotnik, une initiative trilatérale entre la Russie, la Chine et l'Inde pourrait être envisagée en raison de leur intérêt commun concernant l'exploitation des ressources naturelles dans la région ([Georgetown Journal of International Affairs](#), 16 septembre 2022).

De même, la guerre que la Russie mène en Ukraine ne semble pas perturber la coopération sino-russe dans la région arctique. En effet, le gouvernement chinois réaffirme son intérêt pour amplifier les liens économiques, scientifiques et stratégiques avec son partenaire russe dans la région ([USNI News](#), 11 octobre 2022). Preuve de cette résilience, un accord a été récemment signé entre l'entreprise russe Rustitan et l'entreprise publique chinoise China Communications and Construction Company pour l'exploitation d'un gisement de titane dans la république de Komi ([High North News](#), 6 février 2023). Dans le même temps, le gouvernement russe compte sur ses entreprises nationales pour continuer ce programme critique pour les ambitions géoéconomiques du pays. À cet égard, Norilsk Nickel et Rosatom se sont associés pour l'exploitation du plus grand gisement de lithium sur le site de Kolmozero, situé dans la péninsule de Kola ([thebarentsobserver](#), 13 juin 2022).

Pays nordiques-Russie : tensions diplomatiques et renforcement militaire

Ces six derniers mois, l'éloignement diplomatique, sécuritaire et économique entre, d'une part, les trois pays nordiques et, d'autre part, la Russie s'est prolongé à l'aune de l'offensive russe en Ukraine. La perspective d'une prochaine adhésion de la Finlande et de la Suède au sein de l'OTAN confirme l'entrée de la région de Barents dans une nouvelle ère géopolitique.

Sur le plan diplomatique, les pays Nordiques ont réduit leur présence sur le territoire russe : fermeture des trois bureaux de Barents dans les trois villes arctiques russes (Arkhangelsk, Mourmansk et Nayran-Mar) et de la représentation diplomatique à Mourmansk, du côté norvégien, et fermeture du consulat à Mourmansk, du côté finlandais ([thebarentsobserver](#), 2 décembre 2022 ; 18 janvier 2023). En particulier, les tensions diplomatiques entre Oslo et Moscou ont gagné en vigueur, ces derniers mois, à mesure de la multiplication des incidents : vols suspects de drones, espionnage dans le monde académique, brouillage GPS au Finnmark ([thebarentsobserver](#), 15 octobre 2022 ; [NRK](#), 25 octobre 2022 ; [thebarentsobserver](#), 22 décembre 2022). Concernant les activités de brouillage GPS, ces perturbations provenant du territoire russe sont en augmentation (une multiplication par quatre par rapport à l'année 2021) et représentent un danger pour l'aviation civile dans la région du Finnmark ([Faktisk](#), 15 décembre 2022). La pêche, un des derniers espaces de coopération entre les deux pays, suscite la méfiance en Norvège alors que les navires de pêche russes sont désormais autorisés à accoster uniquement dans trois ports du pays (Kirkenes, Tromsø et Båtsfjord) depuis le 14 octobre 2022 ([thebarentsobserver](#), 6 octobre 2022 ; [NRK](#), 25 novembre 2022).

Sur le plan sécuritaire, les pays nordiques accélèrent leur rapprochement pour améliorer et soutenir la planification des opérations et l'intégration des armées des trois pays dans la région Calotte Nord et au-delà ([thebarentsobserver](#), 23 novembre 2022). Pour renforcer le contrôle de sa zone frontalière avec son voisin russe, les gardes-frontaliers finlandais utilisent des drones tandis que la Norvège n'a pas fait ce choix pour le moment ([thebarentsobserver](#), 23 janvier 2023). Du côté russe, Moscou entend finalement déployer de nouvelles unités militaires à proximité des pays nordiques, en particulier le renforcement de la 200^{ème} brigade motorisée, située à Petchenga, et de la 80^{ème} brigade motorisée, située à Alakourtti ([Communiqué du ministère de la Défense russe](#), [thebarentsobserver](#), 21 décembre 2022).

Institutions arctiques – Régulations environnementales – Enjeux juridiques

L'avenir du Conseil de l'Arctique en question

Le passage de relais de la présidence russe à celle de la Norvège en mai 2023 soulève de nombreuses questions sur l'avenir du principal forum de coopération en Arctique, dont les activités sont en pause depuis mars 2022.

S'il existe un consensus entre les huit États arctiques (A8), c'est bien celui de préserver le Conseil de l'Arctique (CA) dans sa structure actuelle, en dépit du fait que la Russie continue sa présidence de son côté, et alors que les Arctic 7 ont repris en parallèle les projets sans Moscou. Des négociations sont en cours entre la Russie et la Norvège par l'intermédiaire du secrétariat (situé à Tromsø, Norvège) pour la transition de présidence. La réunion ministérielle serait prévue le 11 mai à Salekhard (Russie).

Selon les règles de procédure du CA, il y a possibilité pour les ministres de nommer un représentant pour la signature de la déclaration. C'est probablement ce qui va se passer pour les A7 : la réunion ministérielle n'accueillerait donc aucun ministre, sauf Sergueï Lavrov. La reprise complète des programmes des groupes de travail se fera sans doute sur la base du [rapport](#) des SAO pour la ministérielle de Reykjavik de 2021 car tous les programmes inclus dans ce document ont été approuvés par les A8 sur la base du consensus avant la pause du CA. Le CA ne devrait probablement pas accueillir de nouveaux programmes car la question des réunions de SAO avec la présence russe est encore en discussion.

Le fait que ce soit la Norvège qui prenne le relais est vu comme un élément positif ([High North News](#), 5 février 2023) car Oslo a l'habitude d'avoir des relations pragmatiques avec la Russie par sa géographie, avec moins de désaccords idéologiques qu'Ottawa ou Washington.

La question des observateurs, très présente dans les discussions des conférences arctiques, ne sera certainement pas à l'ordre du jour. En l'état actuel, on observe un repli des A8 sur la préservation du CA tel qu'il est pour le moment en se concentrant sur la transition et la reprise des travaux dans les groupes de travail. La question se posera à terme, au risque de voir l'importance du CA diminuer avec l'engagement des États observateurs dans d'autres forums de gouvernance arctique. La période des 10 ans à venir sera cruciale pour réinventer un modèle de coopération du CA, qui devra faire preuve de créativité et d'innovation.

Compte-rendu de la conférence [Arctic frontiers](#)

La conférence annuelle Arctic frontiers s'est tenue à Tromsø (Norvège) du 30 janvier au 2 février 2023. Arctic frontiers s'affiche alors comme un format de discussions parallèle au CA, moins formel et fonctionnel en dépit de la géopolitique mondiale.

Pas de coup de théâtre à *Arctic Frontiers*, au contraire de ce qu'il s'était passé en octobre 2022 à l'*Arctic Circle Assembly* (Reykjavik) avec le vif échange entre l'ambassadeur chinois en Islande et un amiral de l'OTAN ([Cryopolitics](#), 19 octobre 2022). L'importance politique de la conférence pour la Norvège peut se mesurer au nombre de ministres présents. Outre la traditionnelle présence de la ministre des Affaires étrangères, participaient également le ministre des Pêches et des Océans, le secrétaire d'État au pétrole et à l'énergie, en plus du Premier ministre Støre.

Les panels scientifiques dédiés à la gouvernance étaient davantage tournés vers la réflexion de fond sur l'avenir du Conseil de l'Arctique (CA) après l'émotion des panels de la conférence en Islande où la mort du CA et de la coopération circumpolaire avait été prédite plusieurs fois. On observe ainsi une différenciation croissante entre les deux conférences qui essaient chacune de trouver leur identité. Ainsi *Arctic Circle* se distingue par la présence de nombreux représentants non-arctiques et se vante de montrer la géopolitique en direct, alors que *Arctic Frontiers* a privilégié la présence de personnalités politiques nordiques et arctiques, et le contrôle de tout débordement géopolitique avec la consigne reçue par tous les présentateurs scientifiques de « *deopoliticize your science* » en cette période délicate pour le CA (voir billet précédent).

À noter cependant des tendances similaires comme le côté démonstratif et la montée en visibilité des directeurs de conférence (Président Grimsson, Anu Fredrikson) qui deviennent représentants de la région arctique et sont invités comme tels dans d'autres événements (par exemple [EU Arctic forum](#), 2023). La rivalité entre les deux conférences se double d'une rivalité entre Tromsø, « capitale de l'Arctique », comme il a été répété plusieurs fois (siège, entre autres, du Conseil de l'Arctique et du *Arctic Mayor Forum* récemment créé) et Reykjavik comme centre de la gouvernance arctique avec l'annonce de la création du centre [Norduslod](#) (« A 21st Century Hub for Global Climate Cooperation and Sustainable Future of the Arctic »).

États observateurs et Union européenne

Une période de retrait pour les pays Observateurs auprès du Conseil de l'Arctique¹

La suspension des travaux du Conseil de l'Arctique le 3 mars 2022 en réaction à l'invasion par la Russie de l'Ukraine a considérablement réduit la marge de manœuvre politique pourtant déjà étroite des États Observateurs. Il était difficile d'imaginer des prises de paroles ou des annonces significatives liées à l'Arctique alors même que la principale instance de gouvernance régionale s'était mise en retrait, et malgré la reprise progressive de l'activité de groupes de travail, sans y associer des parties russes. Les conséquences économiques de la guerre (prix des matières premières énergétiques, inflation...) ajournent la perspective d'investissements significatifs de la part des Observateurs. La possibilité d'une nouvelle station (logistique et/ou de recherche) au Groenland ou celle de l'acquisition d'un brise-glace par la France sont par exemple décalées.

Le Japon va accueillir début mars à Tokyo l'*Arctic Circle*, qui est organisé autour du thème de la place de l'Asie dans l'avenir de l'Arctique (gouvernance régionale, coopérations bilatérales avec des pays de l'Arctic 8, etc.). La Corée du Sud a repris ses campagnes scientifiques embarquées sur le brise-glace *Araon*, qui avaient cessé depuis 2019 à cause de l'épidémie de Covid. Les principaux changements vont concerner comme Observateurs la Chine et l'Inde.

Surévaluation de la présence chinoise en Arctique, et volonté de l'Inde de se placer en trait d'union Est-Ouest

Dans sa stratégie discursive, la Chine légitime sa présence en Arctique par la recherche (en développant sa diplomatie scientifique polaire plus généralement), et par des investissements dans la région. Elle définit l'Arctique comme un « bien commun », plutôt que comme un espace régional géographique strictement délimité. Pékin produit un narratif, entériné par de nombreux observateurs occidentaux, qui fait du pays une puissance polaire, alors que son influence est en réalité à relativiser. Dans cette perspective, les analystes ont eu tendance à surestimer la place de la Chine en Arctique, alors que la présence chinoise en Arctique est moins importante que Pékin ne le laisse entendre (cf. [Lackenbauer et al.](#), octobre 2022). Plus précisément, au regard de ses capacités arctiques actuelles, la Chine est moins un réel compétiteur qu'une puissance arctique émergente voulant à terme redessiner la balance des pouvoirs. On observe un décalage entre les analyses des ambitions économiques et militaires chinoises en Arctique d'une part, et les investissements effectifs dans la région d'autre part. Si y investir sécuriserait et servirait inévitablement les intérêts chinois, les États arctiques n'ont pas accepté sans réserve les projets de développement chinois : on note au contraire une défiance croissante quant aux tentatives des acteurs chinois d'acquérir des terres, des infrastructures ou des participations à des entreprises. Ce décalage est rendu encore plus visible depuis l'affirmation d'un engagement américain en Arctique. Dans cette perspective, la Chine n'occupait qu'un espace laissé libre par le manque d'intérêt américain.

La Chine est davantage impliquée dans l'Arctique russe, à cause des sanctions occidentales depuis 2014 qui y ont favorisé les investissements chinois, et des difficultés pour Pékin à désormais s'engager économiquement dans des pays de l'Arctic 7. La guerre en Ukraine tend dès lors à renforcer la coopération Chine-Russie pour le développement de la route maritime du Nord, même si aucun navire de COSCO n'a emprunté la route maritime du Nord depuis la Covid, et dans le secteur des

¹ Pour l'Union européenne, voir la rubrique Capacitaire.

hydrocarbures, dont le retrait occidental accélère le mouvement. La demande d'adhésion de la Suède et de la Finlande à l'OTAN achève de redessiner les futurs équilibres de la région, en confortant le rapprochement Russie/Chine, de même qu'une possible politisation du secrétariat du Conseil de l'Arctique, dont le fonctionnement est altéré après l'invasion russe de 2022.

Néanmoins, Moscou ne considère pas la Chine comme un pair, mais comme un partenaire : cette alliance, toujours de circonstance et sur des sujets précis, n'occulte pas les dissensions, notamment liées au contrôle des espaces maritimes frontaliers sino-russes. Forte de cette perspective, l'Inde se présente comme une « alternative sérieuse » à la place de la Chine dans la région, tout en dénonçant les dangers d'une « expansion de l'OTAN » en Arctique (cf. [Sinha et al., IDSA, 2023](#)). Elle envisage aussi bien la coopération bilatérale indo-russe que le renforcement des liens avec l'Arctic 7. Elle essaye même de se placer en trait d'union entre la Russie et les pays de l'Arctic 7, en valorisant ce qu'elle présente comme une capacité de porter de manière égale les intérêts de l'Est et de l'Ouest dans la région.

Technologie – Industrie – Capacitaire

Conséquences de la guerre en Ukraine sur les conceptions de la sécurité en Arctique²

Dans la communication conjointe sur l'Arctique de la Commission et du SEAE en octobre 2022, l'Union européenne affirmait son identité arctique, et faisait de la sécurité un axe de son action, avec par exemple un rapprochement avec l'OTAN en matière de prospective régionale, et l'animation de plates-formes sur la sécurité en Arctique. Ce positionnement alors habile, car non traité par la gouvernance régionale hormis l'ASFR (*Arctic Security Forces Roundtable*) et les forums des garde-côtières, s'est trouvé dépassé par la guerre en Ukraine. Avec les candidatures à l'adhésion finlandaise et suédoise, l'OTAN va s'affirmer comme le principal acteur de la sécurité en Arctique, puisque sept des États membres du Conseil de l'Arctique vont appartenir à l'Alliance atlantique. Cela ne sera sans doute pas sans conséquence à terme sur la Politique de sécurité et de défense commune (PSDC) : l'OTAN va avoir autant de membres européens (en comptant l'Islande, la Turquie ou le Groenland qui n'est pas dans l'UE) que l'Union européenne ne compte d'États-membres.

La sécurité en Arctique entre dans une période de refonte profonde. La doctrine navale russe a été mise à jour en septembre 2022. Elle désigne clairement les États-Unis et l'OTAN comme des menaces, et vise à renforcer les capacités de la flotte du Nord en Arctique, faisant de la région une priorité militaire. Les défenses anti-aériennes sur l'ensemble du littoral Nord de la Russie ont été mises à niveau. La base nucléaire de Severomorsk est appelée à évoluer rapidement. La Russie a également annoncé en décembre 2022 se doter de nouveaux missiles hypersoniques de croisière Zircon. Des sous-marins à propulsion nucléaire ont tiré des missiles antinavires et atteint des cibles situées à 400 km lors d'un exercice militaire en mer des Tchouktsches en septembre 2022. Un système russe de missiles côtiers « Bastion » a effectué des tirs sur des cibles en mer à distance de 300 km.

Néanmoins, les menaces militaires émergentes dans l'Arctique doivent être replacées dans la stratégie globale des États : il n'y a pas une spécificité arctique qui nécessiterait une militarisation et une augmentation capacitaire des armées spécifiquement dans le Pôle nord. Les montées en capacité et en volume de forces dans le Grand Nord vont faire écho au conflit ukrainien, au réinvestissement étatsuniens en Arctique et à la polarisation des régions de l'Est et du Nord de l'Europe.

L'Arctique apparaît cependant, malgré des provocations et tests divers comme rappelé dans la rubrique « Russie-Nordiques », comme une zone relativement préservée actuellement. Il est vrai que des troupes russes à la frontière finlandaise ont par exemple été réaffectées en soutien au conflit ukrainien. Ne pas participer à l'accroissement des tensions semble être une préoccupation de la Norvège, qui était pourtant au cours de la dernière décennie le pays le plus désireux d'une implication croissante de l'OTAN en Arctique. L'adhésion probable de la Finlande et de la Suède ne sera pas sans conséquence pour la Norvège notamment, qui semble craindre de perdre cette spécificité d'unique pays de l'Arctique européen au sein de l'OTAN.

² Voir la rubrique « Trafic maritime et sécurité maritime » pour l'exploitation des hydrocarbures en Russie.

Trafic maritime – Sécurité maritime

L'invasion de l'Ukraine par la Russie a singulièrement marqué l'activité et l'économie maritimes en Arctique et principalement du côté de la Russie.

La succession des trains de sanctions occidentales et particulièrement européennes contre l'économie russe ont eu des répercussions immédiates sur l'économie maritime mais également sur la poursuite des grands projets de production de GNL, notamment l'usine Arctic LNG2 de l'entreprise privée russe Novatek dont les blocs des trois trains de liquéfaction sont en construction dans le chantier de Belokamenka en banlieue de Mourmansk ([Expert.ru](#), 23 janvier 2023). Le retrait successif de la maîtrise d'ouvrage de l'ensemble du projet du Français Technip Energies et de l'Italien Saipem, des équipements allemands Siemens et américains Baker Hughes pour la partie cryogénique et mise en pression du gaz ont contraint Novatek à différer d'un an la mise en service du premier train qui ne fonctionnera qu'à la moitié de sa capacité. Les deux derniers trains en cours de construction qui étaient annoncés être mis en service respectivement en 2023 et 2024, sont reportés *sine die*, en particulier en raison du retrait du fabricant français des cuves à membranes GTT qui permet de stocker le gaz liquéfié à -163°C ([Hightnorthnews.com](#), 9 janvier 2023). Novatek, contraint par le gouvernement Russe, cherche des solutions alternatives pour substituer aux technologies étrangères des moyens nationaux. Novatek de son côté continue à déclarer que tous les trains seront bien en service suivant le calendrier prévu. En revanche, les barges de transbordement GNL aux extrémités de la RMN sont maintenues avec la mise en place de la première courant 2023 près de Mourmansk ([Hightnorthnews.com](#), 30 janvier 2023). Les projets Vostok Oil (pétrole) et AEON (charbon) en péninsule de Gydan sont maintenus puisqu'ils ne souffrent pas de rupture d'approvisionnement de technologies occidentales ([Portnews.ru](#), 20 octobre 2022).

Les sanctions ont également entraîné la suspension de la construction des 2 premiers tankers LNG brise-glaces ARC7 par le chantier naval sud-coréen DSME et fortement ralenti ceux qui devaient être construits en Russie à Zvezda avec l'aide d'un autre chantier naval sud-coréen SHI, ici encore par absence de certification GTT et des moteurs de propulsion Azipod. Tous ces tankers aux capacités élevées pour progresser dans la banquise, même en période hivernale, devaient être construits pour être en phase avec la mise en production des différents trains de liquéfaction d'Arctic LNG2. Si les sanctions ont sévèrement nuit à la poursuite des projets GNL, l'embargo sur l'importation des hydrocarbures ne concerne que le pétrole brut et les produits raffinés, respectivement à partir du 05 décembre 2022 et du 05 février 2023, le GNL échappant à ces interdictions. Le boycott du gaz russe par les pays européens, l'interdiction d'honorer le paiement de contrats avec des virements en dollars et les échéances de l'arrêt des approvisionnements du pétrole russe ont eu pour effet de faire bondir la demande, tant du côté occidental qu'asiatique. Le nombre de voyages entre Yamal LNG et les terminaux européens ont d'ailleurs augmenté de 20% en 2022 ([Reuters.com](#), 31 janvier 2023 ; [Hightnorthnews.com](#), 18 janvier 2023). 19,5 MT de LNG du complexe de Yamal LNG ont ainsi été transportées en 268 voyages en 2022 ([Angi.ru](#), 25 janvier 2023). Les sanctions ont également visé toute la flotte russe de tankers de transport d'hydrocarbures avec l'interdiction faite par l'association des assureurs Lloyd basée à Londres d'assurer les navires sous pavillon russe. C'est ainsi qu'une grande partie de la flotte de l'armateur russe Sovcomflot a basculé d'un pavillon russe vers un pavillon indien, échappant ainsi aux sanctions ([Korabel.ru](#), 24 juin 2022). Et de manière concomitante, une flotte « grise » de pavillon tiers est apparue permettant de contourner les sanctions en approvisionnant l'Europe avec du brut ou des produits raffinés à partir de l'Inde et à destination de la Turquie ([FinancialTimes.com](#), 22 septembre 2022). 20% de la flotte mondiale de pétroliers se prêterait à ce transport détourné ([gCaptain.com](#), 3 février 2023).

Si l'on peut penser légitimement que Vladimir Poutine a sous-estimé les effets notables qu'auront à terme les sanctions économiques prises à l'encontre des projets de production d'hydrocarbures, qu'il se satisfasse du soutien du moment de ses partenaires indiens mais surtout chinois, il est raisonnable d'estimer que les ambitions de la Russie à devenir le premier producteur de GNL mondial en 2030 risquent d'être compromises. Le Kremlin a cependant pris des mesures immédiates pour contourner les sanctions occidentales en reprenant les actifs occidentaux des compagnies pétrolières américaines et françaises par des fonds russes dans les projets Arctic LNG2 et en confiant la maîtrise d'ouvrage à une société basée aux États Arabes Unis. Dans cette mise au ban de l'Arctique par les Occidentaux, que ce soit sur le plan politique avec l'exclusion

du Conseil de l'Arctique ou économique avec l'embargo sur les hydrocarbures, Vladimir Poutine y a vu l'opportunité d'affirmer encore plus sa domination sur la zone maritime arctique. Jusqu'à l'automne 2022, on a pu constater une augmentation significative des exercices et manœuvres militaires en mer de Barents, un durcissement des conditions d'accès pour le transit le long de la route maritime du Nord-Est RMN, une volonté d'ouvrir cette dernière à un trafic régulier en hiver avec la commande de 2 nouveaux brise-glaces à propulsion nucléaire de 60 MW sur les 5 déjà en activité ou en achèvement ([Portnews.ru](https://portnews.ru), 25 novembre 2022).

On note une légère progression du volume du trafic de destination entre la péninsule de Yamal (34 MT en 2022) et l'Asie mais également l'Europe du Nord avec les expéditions de GNL supplémentaires à la suite de l'arrêt d'approvisionnement par gazoduc de Gazprom. Le trafic de transit demeure très faible et n'a pas retrouvé son volume avant période pré-Covid. On note en revanche un accroissement sensible d'un trafic local en Sibérie occidentale avec la construction des ports des projets Arctic LNG2 et Vostok Oil.